

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits participent ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Redaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique: Aguipres
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE
DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

Page 2
L'unité africaine
Page 3
Programme de la radio
Page 4
M. Buron en Guinée
L'oligarchie au Brésil
Conférence du général de Gaulle

De retour du second Sommet africain

Le Président Ahmed Sékou TOURE est rentré vendredi à Conakry

Le Chef de l'Etat guinéen, S. E. Ahmed Sékou Touré, est rentré vendredi à Conakry, venant du Caire où il avait conduit la délégation guinéenne au second « Sommet » africain. Il a été salué à sa descente d'avion par les membres du gouvernement et du B.P.N. présents à Conakry, les membres du Corps diplomatique et consulaire ainsi que par de hau-

tes personnalités de la Capitale.

Les militants et militantes des deux fédérations de la Capitale ont tenu une fois de plus à manifester la confiance et l'estime qu'ils ont pour le Premier guinéen. Dans divers endroits, sur le parcours du Chef de l'Etat, des manifestations populaires ont marqué le retour du Président Ahmed Sékou Touré. Rappelons que le Chef de

l'Etat, après la fin des travaux du second sommet, avait assisté aux festivités marquant le 12e anniversaire de la République Arabe Unie.

A cette occasion, S. E. Ahmed Sékou Touré, tirant les conclusions de la réunion au sommet, a dit que les travaux avaient connu un succès éclatant et que même la presse étrangère réagissait favorablement à la reconnaissance de l'Etat.

C'est par un temps nuageux que la réception s'est déroulée dans une atmosphère d'enthousiasme populaire.

Venant de Chine, du Vietnam et de Corée

Notre ballet n° II est arrivé à Moscou

Le deuxième ensemble de ballets nationaux de la République de Guinée est arrivée à Moscou conformément au plan de la coopération culturelle pour 1964 entre l'U.R.S.S. et la Guinée.

L'ensemble a été chaleureusement accueilli par les représentants de la culture et les artistes de Moscou.

Les Soviétiques auront un grand plaisir de voir cet ensemble des jeunes qui vise à contribuer à la renaissance et la popularisation du folklore de chants et de danses des peuples d'Afrique. Les chants et les danses de la Guinée, sous l'accompagnement des instruments musicaux

populaires attireront une grande attention.

La troupe est composée de 27 artistes, a dit le dirigeant artistique de l'ensemble, au correspondant de l'A.P.N. Nous donnerons des concerts à Tallin (Estonie), à Minsk (Biélorussie) et à Moscou. Avant de commencer notre tournée, nous allons nous reposer à Tallinn, au bord de la mer Baltique, où nous procéderons aux répétitions, possibilité qu'on nous a offerte aimablement. Les concerts de l'ensemble guinéen en U.R.S.S. seront une contribution de plus au resserrement des relations d'amitié entre l'Union Soviétique et la République de Guinée.

(APN)

Deux fronts dans la lutte de libération e Guinée dite portugaise

La lutte contre l'armée coloniale la campagne contre l'ignorance et la maladie

Dans son communiqué publié à Conakry, le 20 juillet, le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap vert annonce que tout en intensifiant leur action armée, les nationalistes développent les bases d'une nouvelle économie dans les régions libérées, et améliorent progressivement les conditions sociales des populations. Sur ce dernier plan l'instruction et la santé sont considérées prioritaires, vue leur importance dans la valorisation immédiate de l'homme nouveau que la lutte de libération est en train de forger.

six mois avant la concession de la bourse. Malgré les difficultés énormes que rencontrent les nationalistes dans le pays, 25.000 cahiers, 3.500 crayons et gommes, 2.250 stylos et divers objets scolaires ont été distribués aux écoles dans les régions libérées.

La majeure partie de ce matériel provient des dons de la solidarité africaine et internationale. Sur le plan de la santé, des progrès considérables ont été faits au cours de cette année.

Répondant à l'appel du P.A.I. G.C. plusieurs infirmiers ont abandonné les services coloniaux pour regagner le maquis. Une importante quantité de médicaments et de matériel chirurgical envoyée par des organisations étrangères vient renforcer les efforts, et améliorer les conditions de santé et d'hygiène des combattants et de la population. Outre les postes sanitaires de bases de la Guerrilla et de plusieurs villages des régions libérées, les nationalistes disposent d'un hôpital de 50 lits où sont soignés les combattants blessés ou malades dont les cas sont considérés graves. Un certain nombre d'aide-infirmières dont la formation a été faite aussi bien dans des pays frères que dans le pays-même, travaillent dans ce hôpital.

Parmi les médicaments les plus utilisés et de plus grande nécessité, on remarque les antibiotiques, les antipaludiques, les pansements, les vitamines de toutes sortes, les analgésiques,

«Mettant en pratique le mot d'ordre du 1er Congrès de notre Parti, poursuit le communiqué, nous avons intensifié le développement de l'instruction, améliorant les écoles existantes, créant de nouvelles et affectant à l'enseignement plusieurs cadres considérés aptes pour ces fonctions. Des dizaines d'écoles ont été construites dans les régions libérées, fonctionnant aussi bien dans les villages que dans les bases de guerrilla, avec un effectif d'environ 2.000 élèves de moins de 15 ans. Les adultes y compris les vieillards fréquentent des cours spéciaux d'alphabétisation, le slogan «ceux qui savent lire et écrire doivent apprendre à lire et à écrire à ceux qui ne le savent pas» est appliqué partout».

Dans cette double campagne, les candidats à des bourses d'études à l'étranger sont obligés de se consacrer à l'enseignement pendant une période d'au moins

34e Etat souverain de notre continent

Le Malawi: passé et avenir

par Fodé BERETE

Le Malawi, indépendant depuis le 6 juillet, est le 34e Etat souverain de notre continent. Situé sur la rive ouest du Lac Nyassa, d'où il tirait le nom de colonisé, son appellation nouvelle est celle du groupement ethnique le plus nombreux et les nouvelles autorités ne font que revenir à la réalité africaine, en tirant des ruines historiques cette vieille dénomination, le Malawi. Il en est d'ailleurs ainsi de la plupart des pays de l'Afrique orientale: Zambia est le vrai nom de la Rhodésie du Sud, Zimbabwe, de la Rhodésie du Nord, comme Malawi était celui du Nyassaland.

Cette anecdote illustre l'histoire de l'ex-Nyassaland:

Un roi dépossédé par la ruse des colonisateurs, a dit que quand il recevait «l'homme blanc» en Afrique, lui, roi africain, était maître de ses terres tandis que l'étranger se munissait humblement d'une bible, mais qu'en fin de compte l'Africain s'est retrouvé avec la bible et pendant que l'envahisseur administrait les terres.

C'est aux environs de 1880 que l'Anglais Cecil Rhodes ajoutait à ses terres de la Compagnie Sud africaine les terres du Nyassa ou Nyassaland. Et comme dans l'anecdote, Rhodes et ses compagnons avaient tant et si bien trompé qu'ils avaient en peu de

temps autorisé sur les terres convoitées et dès les années 1890-1891, le gouvernement britannique faisait du Nyassaland un protectorat. Les meilleures terres devenaient propriétés des colons anglais. Un gouverneur représentant la Couronne britannique faisait la loi.

La lutte de libération étouffée jusqu'en 1953 émergea malgré la répression coloniale, surtout quand la fameuse Fédération d'Afrique centrale, groupant les Rhodésies et le Nyassaland réduisit ce dernier territoire en une simple réserve de main-d'œuvre pour les colons des deux autres colonies.

La répression jeta en prison le Dr Hastings Kamuzu Banda et ses compagnons du Congrès National du Nyassaland. Mais, comme l'enseigne l'histoire de la colonisation britannique, les patriotes de prison sortent et occupent les fauteuils de Premier ministre. Ce fut le cas de M. Hastings Kamuzu Banda.

Sorti de gèoles en 1960, M. Banda participait à l'élaboration d'une nouvelle constitution pour son pays en 1961. En 1963, le Dr Banda obtient le droit pour le Nyassaland de se retirer de la Fédération et dès le 1er février de la même année il formait un gouvernement de 10 membres et se voyait fixer la date de l'indépendance dès le début de 1964.

après la mort de la Fédération d'Afrique Centrale.

Le Malawi est un pays aux terres pauvres alors que les richesses du sous-sol (houille, fer, bauxites, cuivre, manganèse, asbeste, or, platine, nickel etc.), sont évalués à plus de quarante espèces de minerais. Le pays n'est donc qu'inexploité. Les forêts occupent plus de 20% de la superficie totale du territoire et on dénombre des arbres précieux comme le cyprès, le cèdre, l'encalyptus, ou l'acajou, richesses demeurées aussi non exploitées.

La main-d'œuvre du pays s'expatrie et fournit aux colons étrangers une source d'exploitation, les meilleures terres appartenant aux étrangers.

Le pays compte 2.980.000 habitants avec une superficie de 119.300 km².

Le Malawi est à vocation touristique: montagnes couvertes de forêts, plages naturelles fort fréquentées déjà.

En mai dernier, un plan de développement de 5 ans a été élaboré et entrera en application l'année prochaine.

Le chef du nouvel Etat, le Dr Hastings Kamuzu Banda a participé à la récente conférence au sommet du Caire où la présence de sa délégation a été saluée par tous les chefs d'Etat en général et par le président A. S. Touré en particulier.

La vie dans la Nation

Le séjour de M. Buron en Guinée

(Suite de la page 4)

M. Condé fit ensuite brièvement l'état des réalisations faites par la région de Macenta dans plusieurs domaines depuis la prise de notre indépendance.

Et M. Condé Emile de poursuivre :

« Excellence, c'est en m'adressant à vous en tant qu'ami de notre Président et partant de notre parti et de l'Afrique que je me permets de vous faire connaître quelques aspects de la révolution guinéenne dans la région de Macenta. Mieux en invité personnel de notre Président, vous l'êtes pour toute la République, comme tel, nous avons le droit de vous associer à notre actions de tous les jours. »

M. Buron devait répondre en ce termes : « M. le gouverneur, militantes et militants de Macenta, je suis très heureux de me retrouver parmi vous car beaucoup d'autres ont oublié — celui qui était venu il y a dix ans pour la République Française et qui avait déjà pour cette région éprouvé des sentiments de sympathies et d'attractions qui ne se sont jamais démenties.

Je suis heureux et fier de faire connaître à ma femme cette merveilleuse région fores-

tière, cette forêt primaire qui est un des aspects les plus attachants sur cete vaste terre. Heureux de l'homme qui réalise ses rêves ma femme et ma fille à mes côtés pour venir saluer dix ans après les populations en pleine expansion de Macenta. Cette satisfaction est profonde et la preuve est que je suis là ce jour et, ce qui est mieux, est que vous y être encore.

Parlant des problèmes de développement économique, il a déclaré : « M. le gouverneur, ce n'est pas seulement en Guinée que j'ai besoin de souligner certes que le développement, c'est aussi la croissance économique. Il faut produire plus de palmistes et se réjouir de cours internationaux du bois remontés. Il faut multiplier les cultures et mobiliser toutes les richesses et aussi les évacuer. La croissance économique ne serait rien s'il n'y a plus de justice sociale et surtout une véritable promotion humaine ; plus de croissance économique dans les pays où ne bénéficie qu'une toute petite minorité parce qu'il n'y a pas de justice sociale. Dans ces pays le développement n'est qu'anti-développement.

La coopération internationale doit être recherchée par nous

tous car l'effort de chacun doit contribuer pour faire l'effort commun, » a conclu M. Robert Buron.

à N'Zérékoré

Arrivée au fleuve Diani, limite de Macenta et N'Zérékoré, la délégation fut accueillie par M. Touré Abdoulaye gouverneur de région et le secrétaire fédéral. Après avoir effectué la traversée du fleuve sur le pont de liane, elle a regagné la ville où elle a été acclamée par toute la population. Il faut souligner qu'à N'Zérékoré comme partout où elle a passé les honneurs militaires, les danses populaires, les représentations artistiques de la J.R.D.A. furent à la hauteur de mérites de l'hôte de marque. Partout les couleurs françaises flottaient auprès de nos couleurs, dans le ciel comme sur toutes les voitures du protocole.

Monsieur le Ministre en vous disant : soyez les bien-venus ici à N'Zérékoré, je me fais l'interprète fidèle de ces milliers de militants du Parti Démocratique de Guinée, hommes, femmes, jeunes et vieux, venus ici pour vous dire et vous témoigner que vous êtes nos amis.

Ceux qui vous reçoivent ici, — M. le Ministre, Mme, — ce sont ceux là-mêmes dont vous avez épousé la juste et légitime cause, celle du Parti Démocratique de Guinée, avant notre triomphe.

Vos prises de position sans équivoque aux heures décisives où se jouait le sort d'une grande partie de l'Afrique dans le sens d'une émancipation plus poussée vous valent l'amitié des Africains.

Le peuple de Guinée n'oublie pas, que vous êtes de cette phalange d'hommes politiques en France, qui, — au lendemain de la dernière guerre mondiale, ont compris et réalisé qu'une conscience aiguë de la liberté était née en Afrique et simultanément en Guinée, sous l'égide du Parti Démocratique et de son leader bien aimé, le Président Ahmed Sékou Touré.

Au sein du gouvernement Mendès-France d'alors, vous avez donné le départ d'une nouvelle étape, dépassant la formule ancienne de l'Union Française. — Et si l'instabilité politique a secoué votre pays à cette époque, vos idées progressistes ont fait du chemin, pour le grand bien des peuples africains.

M. le Ministre, — nous sommes à l'aise en vous accueillant ici — car vous n'êtes ni un africaniste — ces humanistes d'un genre nouveau — chez lesquels la spéculation intellectuelle cède le pas à l'humaniste, la passion de connaître, sans jamais connaître et l'obsession persistante de passer pour des connaisseurs ou pour les amis des africains — aux seules fins de conférences à sensation pour les étudiants dans les universités et autres institutions.

Nous savons également que vous n'êtes pas de ceux là qui, par complexe de supériorité, ou par paternalisme approchent l'Afrique sans la pénétrer.

Vous êtes tout simplement l'homme qui a foi dans les grandes capacités de l'homme, qu'il soit noir, rouge, jaune ou blanc.

Notre philosophie, ou plus exactement une de nos morales, est la constance dans l'amitié, notre fidélité vis-à-vis de ceux qui ont su rester et demeurer nos amis — parce qu'ils nous ont compris quand il était temps de nous comprendre.

En faisant ces brefs rappels d'un passé récent, nous voulons vous dire, M. le Ministre, — Mme que vous êtes, à travers le peuple français, les amis du peuple de Guinée et de l'Afrique.

Si dans les domaines politique, économique, culturel et social, les résultats obtenus par le peuple de Guinée sous la direction de son grand Parti sont encourageants, les étapes nouvelles qui restent à parcourir sur le chemin de notre libération complète sont nombreuses — et bien sûr, pleines de difficultés.

Mais le peuple de Guinée a choisi délibérément la voie difficile — celle qui libère toutes les facultés créatrices de l'homme et qui tend sincèrement une main loyale à tous les peuples de la terre.

Nous regrettons que votre séjour soit si court parmi nous. Mais, malgré la brièveté de votre passage, la fédération de N'Zérékoré, partie intégrale du peuple de Guinée, fera de son mieux pour vous apporter le témoignage de l'amitié de notre grand leader. Le Président Ahmed Sékou Touré vous porte,

— et, à travers lui, c'est l'attachement sincère de chaque guinéen et de chaque guinéenne à votre personne et à votre haut idéal de fraternité humaine.

Vive l'amitié et la fraternité entre les peuples.

Vive l'Afrique libre et indépendante.

Vive la paix dans le monde.

A la dernière étape, M. Buron a félicité nos masses et les a exhortées à bien redoubler leurs efforts pour la prospérité d'une Guinée nouvelle.

Il a déclaré : « Je suis heureux de constater ces progrès réalisés, de voir les guinéens organisés, souriant et oubliant le passé tragique. »

« Votre pays réussira, a-t-il précisé pour une industrialisation il faut éduquer et élever l'esprit des hommes pour qu'une meilleure compréhension de la promotion humaine puisse contribuer efficacement au développement du pays. »

Une déclaration de M. Buron

Mes impressions sur la Guinée sont fraîches et bonnes. Il y a dix ans que je n'avais pas eu le temps de venir en Guinée. Cette fois-ci, grâce à l'amitié du Président Sékou Touré, à Madame Andrée Touré et à la sollicitude des ministres Kéita Fodéba et Diop Alassane, j'ai effectué une grande tournée qui m'a permis de voir tant le pays et d'endroits que je n'avais pas vu il y a dix ans. Lorsque j'exerçais mes responsabilités en Guinée, j'avais déjà pensé à l'époque que c'est un pays riche d'espoirs. Dans l'ensemble africain sur lequel elle était la région dans laquelle nous exerçons des responsabilités économiques considérables, les possibilités d'industrialisation s'affirmaient pour le mieux. Mais aussi, c'était une région dans laquelle la diversité d'esprit de la population permettait tous les espoirs. Dix ans sont passés, et beaucoup d'événements ont

J'ai revu les régions dans lesquelles j'étais venu. Je l'ai dit à Kissidougou, Macenta et N'Zérékoré que je suis frappé de voir les changements intervenus dans la région forestière.

J'étais frappé aussi de voir que là où se sentait une réelle impression de la forêt sur les hommes, le soleil avait pénétré, le village s'est agrandi, les productions s'étaient amplifiées, la population se montrait largement vêtue et d'ailleurs exigeant dans ses besoins en pleine évolution.

C'est cette Guinée en pleine évolution que, grâce au Président Sékou Touré, j'ai pu visiter avec ma femme et ma fille. C'est cette Guinée pour laquelle j'avais tant de sympathie il y a dix ans et pour laquelle j'ai maintenant tant d'affection. Au moment où je pars vous voulez savoir à quoi je pense ? Eh, bien, à mon retour prochain.

Je disais une fois en plaisantant qu'il n'y a pas de pays d'Afrique où l'on ait la sécurité de me revoir un jour lorsque j'y quitte, mais pour la Guinée je crois encore que ça sera vrai, plus que pour tout autre pays. Car je serais revenu le mois prochain et si je reviens, c'est pour organiser mon retour pour le mois de décembre.

Ainsi je crois que j'aurai la possibilité de manifester à la Guinée qui m'est si chère, la sympathie que j'éprouve pour elle.

Ce que je veux faire, c'est d'aider toute la mesure de mes moyens, aider l'ensemble des pays du monde à s'intéresser aux problèmes de la République de Guinée.

(Suite page 3)

Les émissions de la voix de la Révolution

La Voix de la Révolution Radiodiffusion de la République de Guinée émet de Conakry le matin et la mi-journée sur :
214 m. 1403 kes en ondes Moyennes.
48 m. 74, 6155 kes.

et 88 m. 60, 3385 kes en Ondes Courtes.
Le soir en Ondes Moyennes sur :
214 m. 1403 kes et en Ondes Courtes.
Sur 88 m. 60, 3385 kes et 34 m 08 9.650 kes.

Programme d'aujourd'hui

12 h 32 : Déjeuner en musique.
12 h 45 : Journal parlé.
13 h 00 : Avis et communiqué.
13 h 15 : Récitation de Coran.
14 h 00 : Fin d'émissions.
16 h 00 : Musique parade de l'Armée guinéenne.
16 h 20 : Le monde rural.
16 h 45 : Avis et communiqués.
17 h 00 : Journal parlé.
17 h 20 : Informations en soussou.
17 h 45 : Informations en foulah.
18 h 10 : Informations en malinké.
18 h 35 : Informations en Kissi.
19 h 00 : Informations en Toma.
19 h 25 : Informations en Guerzé.
19 h 45 : Chronique éducative.

20 h 00 : Journal parlé.
20 h 30 : Buletin en Anglais.
20 h 40 : Avis et communiqués.
20 h 55 : Intermède Cora et Balafon.
21 h 00 : Culture pour (Toma).
21 h 15 : Culture pour (Guerzé).
21 h 30 : La Guinée touristique.
21 h 55 : Intermède.
22 h 00 : Contes et légendes de Guinée.
22 h 30 : Journal parlé.
22 h 45 : Intermède.
23 h 00 : Science et informations.
23 h 15 : Fenêtre sur le monde (Ouest).
23 h 40 : Intermède.
23 h 45 : Journal parlé.
0 h 00 : Arrêt des émissions.

La Guinée... l'Afrique... le monde...

Séjour de M. BURON en Guinée

(Suite de la page 2)

Vous savez, je suis ici en ma qualité de président d'une Chambre de développement de l'Organisation de coopération économique qui groupé les grands pays industriels.

Mais je voudrais que ce soit l'ensemble des pays du monde qui collaborent à se faire action de développement de la République de Guinée.

La Guinée a fait plus encore pour elle, même maintenant, mais en réalité ce n'est pas le pays lui-même qui, à lui seul, peut tout faire pour les populations, c'est l'ensemble de tous les pays du monde pour assurer leur développement et la collaboration entre tous au bénéfice des populations qui cherchent enfin à accéder aux responsabilités réelles et au monde du 20e siècle et c'est cette action que nous devons tous faire.

Je ne sais pas si l'Afrique est mal partie, comme le disait René Dumont, j'ai un peu peur qu'il ne soit resté dans le Capitole et qu'il n'en ait jugé que sur quelques exemples, mais qui ne sont pas convaincants.

Mais je suis sûr en tout cas que la Guinée veut réussir son démarrage, et ils vont tous y aider.

L'homme a besoin de se développer

A la lumière des choses, il faut comprendre, considérer et féliciter nos masses pour la sympathie avec laquelle elles accueillent — le dévouement aussi chaleureux et l'engagement farouche tant décidé et constant dont elles n'ont jamais cessé de déployer.

L'oligarchie au Brésil

(Suite de la page 4)

tous les hommes politiques libéraux, retiré l'immunité parlementaire à plus d'une quarantaine de députés, jeté en prison des milliers de dirigeants politiques et syndicaux, dissout maintes organisations de masse. Comme l'a écrit un journal uruguayen, « la répression » visait « non seulement les adversaires du coup d'Etat », mais aussi toute personne qui portait « un jugement indépendant sur les graves événements politiques qui se déroulent au Brésil ». Ensemble, Lacerda et ceux qu'il accuse aujourd'hui ont illégalement renversé le président Goulart coupable d'un crime pour eux impardonnable : celui d'avoir pris des mesures concrètes, pour un épanouissement indépendant du Brésil, comprenant la restriction des grands domaines fonciers.

De même que les spécialistes

Comprendre parce que les années sont passées les masses guinéennes recevaient on s'en souvient pour manifester leur grande envie d'être libres et dignes.

D'ignité parce qu'on avait compris. L'Afrique est un pays comme tout autre et partant les Africains ont le même droit de liberté que tous les hommes du monde.

Aujourd'hui donc il faut prouver malgré les longues étapes difficiles que nous avons à franchir, que la Guinée de demain sera une Guinée prospère.

Et comme l'ex-ministre français le disait à Kissidougou que nous savons manifester nos joies cela est un fait, car nous comprenons que le travail est place avant toute réjouissance et de ce fait il faut se réjouir peu.

Se réjouir aussi parce que l'homme n'est pas éternel. Travailler parce que l'homme a besoin de se développer et développer, l'homme doit marquer par un fait sailliant la joie et la satisfaction morales qu'il éprouve lorsqu'il constate que ses œuvres sont matérialisées ou peuvent se matérialiser à la longue des efforts et des années. Recevons nos amis qui nous ont rendu visite.

Visite d'amitié, visite de la Guinée sous une phase autre. La Guinée avait été visitée et pénétrée. Soixante années sont passées et après reviennent « la navette a fait vote-face ».

Demarrage dans un état de nauvreté totale due à la période des soixante années d'exploitation de ceux qui nous étaient venus sous forme d'amis. Nous félicitons notre cher ami Buron pour sa franchise et son honnêteté de reconnaître et estimer les choses pour leur juste valeur

des coup d'état, l'oligarchie, les forces réactionnaires (tous ceux qui bénéficient du « sous-développement de la masse ») se sont unies à Lacerda pour déposer le réformiste Goulart, de même de nombreux antilacerdistes de toute provenance, se coalisent aujourd'hui pour faire échec à la course au pouvoir du tombeur de présidents.

Mais il s'agit là d'un conflit entre gangsters et si les affaires vont bien et si les tenants du pouvoir sont aussi ceux des finances, le gagnant sera encore une fois, et cela sans doute, celui qui sera le plus disposé à sauvegarder les intérêts étrangers. L'oligarchie, soutenue par l'impérialisme a jusqu'à maintenant triomphé des mouvements populaires et des représentants réalistes.

Cela jusqu'à quand ?

Fodé Béréte

Sanctions économiques contre l'Afrique du Sud

Le Kenya et le Soudan ont informé U Thant, Secrétaire général de l'O.N.U. de leur décision de boycotter l'Afrique du Sud.

« Le Kenya, indique la note adressée à U Thant, continuera à imposer l'embargo total sur le Commerce avec l'Afrique du Sud ». Le gouvernement du Kenya a mis fin à toute relation diplomatique avec l'Afrique du Sud. « Le Kenya adoptera cette attitude aussi longtemps que le gouvernement sud-africain continuera sa politique inhumaine d'apartheid ».

Le gouvernement soudanais déclare de son côté qu'il n'avait jamais vendu des équipements militaires à l'Afrique du Sud et n'avait aucune intention de le faire.

A la suite d'une résolution du Conseil de Sécurité interdisant la fourniture d'équipements militaires à Prétoria, U Thant avait demandé à tous les pays de l'informer de leur attitude à ce sujet.

Londres Conférence sur l'indépendance de la Gambie

La délégation gambienne conduite par le Dr David Jawara, premier ministre, s'entrevoit actuellement avec les autorités britanniques à Londres sur l'indépendance de la Gambie. Les représentants gambiens et britanniques ont tenu jeudi à huis-clos deux séances de travail présidées par Lord Lonsdowne, ministre britannique du Commonwealth et aux colonies. On estime généralement que le gouvernement britannique serait prêt à accorder l'indépendance à la Gambie à la mi-février, répondant ainsi à la requête de M. Jawara.

L'association de la Gambie et du Sénégal ainsi que la coopération entre la Grande Bretagne et la Gambie ont été également évoquées.

Information au service du peuple et de sa révolution

IMPRIMERIE NATIONALE PATRICE-LUMUMBA

L'Unité africaine

L'Unité africaine, l'Africain l'a rêvée :

S. E. le Président Sékou Touré l'a réalisée, En compagnie de ses homologues africains.

Almamy Samory, El Hadj Oumar,

Alpha Yaya, Patrice Lumumba,

M'Baha Camara, Béhanzin et Dramé Oumar

Martyrs du colonialisme, exemples vivants,

Vos rêves se réalisent enfin !

Des années ont passé, l'idéal s'est fortifié.

Des tentatives de l'Unité

Parci, parlà, partout en Afrique

C'est Cotonou, c'est Bandjeng

C'est Bamako et le R.D.A.

C'est le P.D.G. en Guinée

C'est l'Union Guinée-Ghana-Mali.

C'est la Communauté, c'est l'Entente.

C'est la Charte de Casablanca —

C'est celle de Monrovia —

Que sais-je ? Tout cède enfin à Addis Abéba.

Cité d'espoir et de promesse,

Où nos leaders africains, la main dans la main

Décident ensemble du sort unanime

De la grande unité : l'Unité Africaine.

Le Secrétaire général du P.D.G. est partout,

Engagé, convaincu, inlassable et dévoué,

Porte flambeau de l'Unité africaine,

La vérité rayonnant en lui et autour de lui

Comme une auréole d'argent, d'or et de diamant.

Oui, il est partout pour que triomphe

La vérité sur le mensonge,

L'équité sur l'injustice,

La culture sur l'obscurantisme,

La paix sur la guerre,

La prospérité sur la misère ;

Pour que vivent l'Afrique et le monde.

Dans la fraternité, la paix et la solidarité,

Pour que se libèrent les pays

Encore sous domination étrangère

Pour que se libère la femme africaine,

Jadis esclave de l'esclave ;

N'est-elle pas l'égal de son frère

A nos jours en REPUBLIQUE DE GUINEE ?

O 28 Septembre et 2 Octobre 1958

Non à la domination, non à la servitude !

A l'irresponsabilité, à l'opulence dans l'esclavage.

Oui à la dignité, à la responsabilité militante,

A la liberté dans la pauvreté,

A la réhabilitation de l'Afrique !

O 1er novembre et 12 décembre 1958

1er Mars et 2 Juillet 1960

Dates libératrices du peuple de Guinée !

O 25 Mai 1963 ! l'Unité Africaine est à nous enfin !

Vive le P.D.G. Parti d'avant garde, Parti idéal,

Parti de Dieu, car de la vérité et de l'honnêteté ;

Parti du travail, de la justice et de la solidarité,

Parti du non alignement et du neutralisme positif

Qui entend : paix prospérité et bonheur

A tous les peuples du monde —

Maintenant travaillons Guinéens et Guinéennes

Africains et Africaines pour mériter la confiance

De nos ancêtres et de la patrie africaine.

Travaillons à l'unisson

Car l'Afrique ne mérite plus

Le sous-développement qui l'étreint et la lie.

Travaillons à sa prospérité totale.

Travaillons Guinéens et Africains

A la reconstruction de l'Afrique,

Notre chère Patrie, notre Mère à tous.

BALDE ABDOULAYE
Instituteur principal Collège de Tougué

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de Guinée

COMPTE CHEQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINEE
3-34-32

Conférence de presse du général de Gaulle

Seul le respect des accords de Genève peut instaurer la paix dans le sud-est asiatique

Le général de Gaulle, président de la République Française a tenu jeudi sa première conférence de presse depuis sa sortie d'hôpital en avril dernier. Le chef d'Etat français a, sans équivoque, donné le point de vue de son gouvernement sur les grands problèmes du jour. Il a dit que la division du monde en deux camps, dirigés par Washington et par Moscou n'était pas au plus exacte et à propos de l'alliance franco-allemande le général de Gaulle, a déclaré que l'Allemagne ne croyait pas en l'Europe européenne et il s'est prononcé de façon réaliste sur le problème du sud-est asiatique.

« Il n'y a pas d'autre chemin qui puisse conduire à la paix en Asie du Sud-Est, que de convoquer une nouvelle conférence de Genève, qui traiterait successivement du Laos, du Cambodge, et du Viet-Nam. Cependant deux conditions sont nécessaires : 1. Que chacune des puissances qui portent une responsabilité directe au Viet-Nam, c'est-à-dire la France, la Chine, l'U.R.S.S. et les Etats Unis d'Amérique soient effectivement résolues à ne plus y être engagées. 2. Qu'une aide massive économique et technique soit fournie à l'ensemble indochinois par les Etats qui en ont les moyens. La France pour sa part est prête à observer ces deux conditions ».

On comprend pourquoi le discours du chef de l'Etat français a été accueilli avec mécontentement dans bien des milieux. Il a rappelé les dispositions des accords de Genève de 1954, lesquels avaient mis fin aux combats d'Indochine. Toute intervention extérieure était exclue, de quelques puissances étrangères que ce fut. Le Cambodge, le Laos et le Viet-Nam, chacun respectivement s'engageait à ne faire partie d'aucune alliance militaire et n'avoir aucune base, ne devait laisser sur son territoire aucune force étrangère, ne devait recevoir aucun armement ni s'allier avec qui que se soit. Des élections générales devaient réunifier les deux Viet-Nam.

Selon le général de Gaulle, ces accords ont été presque oubliés. Cela est d'autant plus vrai que l'étranger fait la pluie et le beau temps dans la plupart des Etats concernés par les accords de Genève de 1954.

Le réalisme du général de Gaulle reconnaît qu'une seule

issue s'offre pour instaurer la paix dans le sud est asiatique et ce n'est ni en portant la guerre au Viet-Nam du Nord - rève d'ailleurs utopique car personne ne voudrait prendre la responsabilité de généraliser la guerre - ni en renforçant les effectifs militaires que l'on pourra résoudre ce problème.

Seule la négociation reste valable sur la base des accords de Genève.

F. Béréte

Après la déposition de M. Goulart

L'oligarchie se dispute le pouvoir au Brésil

Le 3 octobre prochain, devraient avoir lieu les élections présidentielles brésiliennes. Seulement voilà, ces élections n'auraient arrangé ni les latifundistes, ni les colonels passés maîtres en l'art de renverser, ni certains gouverneurs qui « font et défont le pouvoir » au Bré-

par
Fodé BERETE

sil. Il a donc été purement et simplement décidé de se passer encore une fois, - l'habitude n'est-elle pas une seconde nature ? - du suffrage populaire et les élections n'auront maintenant lieu qu'en octobre 1966.

De nombreuses réformes sociales, avec la bénédiction du ministre brésilien de la guerre, ont été adoptées par le Congrès. Il ne pourrait en être autrement, car si la démocratie existe, elle demande aux citoyens brésiliens de ne pas chercher à comprendre et d'accepter toutes les décisions sous peine d'un purgatoire dans les prisons aujourd'hui fort nombreuses dans le pays ou d'un voyage commandé dans une certaine île non loin du continent, mais suffisamment éloigné quand même et surveillé pour qu'aucune inquiétude n'étreigne le général Castello Branco et ses hommes.

Mais revenons à nos réformes. Elles instituent la majorité absolue pour les élections présidentielles, l'éligibilité des mi-

litaires sous condition de leur passage dans la réserve, et l'octroi du droit de vote aux analphabètes pour les élections municipales.

Tout cela modifie sensiblement le panorama politique du Brésil. Car si les mesures précédentes ont déchu l'ex-président Juscelino Kubitschek de ses droits politiques, les choses semblent « arrangées » cette fois pour barrer le chemin de la présidence au gouverneur de l'Etat de Guanabara, tombeur de Présidents, celui-là même qui avait injurié « certaines personnes » peu favorables au dernier putsh ! On comprend des lors, que M. Lacerda soit furieux, et qu'il écrive presque en guise de rupture, au président de son parti : « Je dis adieu aux maîtres de mon parti et je leur souhaite d'heureuses obsèques, car ils sont morts sans le savoir ». M. Lacerda va-t-il s'employer « à tomber » la direction de son parti, comme il sait si bien le faire ? En tout cas, il n'est pas content et en voilà une raison supplémentaire : l'amendement constitutionnel relatif à la majorité absolue prévoit en effet que, si celle-ci n'est pas atteinte au suffrage direct, le nom du candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix sera soumis à la ratification du Congrès. Or, au Brésil, il est, d'une part, à peu près impossible qu'un candidat, quelconque obtienne la majorité absolue aux urnes et d'autre part, très improbable que le congrès ratifie le nom de Lacerda si celui-ci arrivait en tête.

Après avoir visité Fria, Labé, Kissidougou, Macenta et N'Zérékoré

M. Robert Buron, ancien ministre français a quitté Conakry mardi après-midi pour Paris

de notre envoyé spécial Dioubaté Bakary

Poursuivant sa visite d'amitié en Guinée M. Robert Buron et sa famille ont été accueillis dans une atmosphère chaleureuse et très amicale successivement dans les régions de Labé, Kissidougou et Macenta. Accompagnés par une délégation guinéenne conduite par M. Kéita Fodéba, ministre de la Défense nationale et de la Sécurité et comprenant M. Diop Alassane, ministre des P.T.T. et Information, Mme Andrée Touré, M. Nabi Soumah, chef du Protocole de la République et par S.E. l'ambassadeur de France en Guinée.

A Labé comme à Kissidougou, l'enthousiasme a été partout très éclatant et les cérémonies d'accueil et de défilé de la J.R.D.A. ont vivement impressionné nos hôtes.

à Kissidougou

A Kissidougou, dans son discours de bienvenue, M. Fofana gouverneur de région a déclaré :

« C'est avec une joie ineffable que j'ai l'agréable devoir et le plaisir de vous souhaiter la bienvenue, de vous traduire les sentiments de profonde satisfaction de toutes les militantes et militants de notre fédération pour votre présence parmi nous.

M. Fofana devait ensuite rendre hommage à M. Buron et saluer le peuple français.

En réponse M. Buron a déclaré :

« Militantes et militants de la fédération P.D.G. de Kissidougou il y a dix ans que je suis venu à Kissidougou et ceci est une joie pour moi de vous revoir sous nombreux en bonne santé souriants et gais, travaillant quand il le faut mais sachant aussi montrer votre joie dans le style propre à la région forestière, en vous exprimant par la danse, le chant et le rythme comme vous savez bien le faire. En survolant Kissidougou ce matin j'ai vu que les habitations s'étaient beaucoup accrues et je

me suis dit que Kissidougou travaillait, Kissidougou prospérait.

Dans la production agricole et spécialement du café je me réjouis que nos amis de Kissidougou aient été à l'honneur. Je me réjouis beaucoup de cette manifestation simple mais si sympathique d'amitié. J'espère que la production agricole va continuer à se développer, à se diversifier et qu'à travers la production agricole rendant d'avantage chaque année vous allez pouvoir poursuivre votre idéal. »

à Macenta

A Macenta où la délégation devait passer la nuit, le degré d'engagement et de prise de conscience de nos masses militantes se sont d'avantage confirmés.

A la Villa Sily M. Condé Emile, gouverneur de région a déclaré dans un brillant discours : « Au nom des populations de Macenta que j'ai l'insigne honneur de représenter ici, je vous souhaite ainsi qu'aux personnalités que vous accompagnent la bienvenue dans notre région. Un hommage, tout particulier s'adresse à Mme votre épouse, qui, faisant fi des fatigues - inhérentes à un long voyage, a bien voulu venir jusqu'au cœur de la Forêt guinéenne. Quelle veuille accepter nos sincères remerciements et toute notre gratitude. »

(Suite page 3)

(Suite page 2)

Manifestations anti-britanniques au Kenya

Des parlementaires kenyans ont protesté devant le haut commissariat britannique à Nairobi demandant l'expulsion immédiate de Sir Geoffrey Freitas. Ces manifestations se rapportent à l'agression dont le Premier ministre Jomo Kenyatta a été victime récemment à Londres.

Les députés devaient remettre un mémoire au haut commissaire britannique mais devant le refus de ce dernier de les recevoir, ils brisèrent les portraits d'anciens présidents britanniques de la chambre des représentants du Kenya avant de malmener les policiers qui tentaient d'empêcher les manifestations.

Le mémoire en question déclare notamment :

« L'agression commise contre le premier ministre, alors que celui-ci était l'invité du peuple et du gouvernement britanniques, et les dégâts occasionnés délibérément au siège de notre haut commissariat à Londres, reflètent l'attitude arrogante du

peuple britannique à l'égard du peuple du Kenya ».

« Nous mettons en garde pour la dernière fois le gouvernement et le peuple britanniques contre le renouvellement d'incidents semblables ».

Pour les amendements à la charte des Nations-Unis

L'Ethiopie a déposé les instruments ratifiant les amendements à apporter à la Charte des Nations-Unies afin d'augmenter de quatre membres le nombre du conseil de Sécurité et de neuf membres celui du Conseil Economique et Social. Les amendements prendront effet après approbation des membres permanents du Conseil de Sécurité et des deux-tiers des Etats membres des Nations-Unies. L'Algérie, le Ghana, le Cameroun, la Jamaïque, la Finlande et la Tunisie ont déjà ratifié ces amendements.